

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1923.

Projet de loi

modifiant, en ce qui concerne les sociétés coloniales, la législation relative aux impôts sur les revenus.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

En séance du 26 juillet dernier, la Chambre des Représentants décida, lors du second vote sur un projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus, de disjoindre, pour nouvel examen, l'article 24 qui réglait le régime fiscal des sociétés coloniales et était ainsi conçu :

ART. 24 (ancien 18bis).

La disposition suivante sera insérée dans les lois coordonnées :

- » § 1^{er}. — En ce qui concerne les sociétés par actions ou autres, ayant
- » leur siège social ou leur principal établissement en Belgique et opérant
- » dans la Colonie, la taxe mobilière et la taxe professionnelle sont perçues
- » sans distinction quant à l'origine belge ou coloniale des revenus imposables.
- » La taxe mobilière est réduite dans l'espèce à 7 p. c. plus 50 centimes
- » additionnels et la taxe professionnelle reste fixée aux taux prévus par
- » l'article 35, §§ 1 à 3.
- » Ces impôts sont exempts d'additionnels provinciaux et communaux.
- » Les quatre cinquièmes de leur produit sont attribués au Trésor de la
- » Colonie.
- » § 2. — Les bénéfices que les dites sociétés réalisent à l'étranger ou
- » dans des établissements industriels situés en Belgique restent soumis aux
- » règles de taxation ordinaire.
- » § 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables également aux
- » sociétés constituées sous le régime du droit colonial. Toutefois, les bénéfices réalisés par ces sociétés dans des établissements industriels situés en
- » Belgique, sont imposés conformément aux stipulations du § 1^{er} du présent
- » article.
- » § 4. — Les mots « ou dans la Colonie » sont ajoutés au dernier alinéa
- » de l'article 14, au premier alinéa de l'article 19 et à l'article 24.
- » En ce qui concerne la taxe professionnelle prévue par l'article 35, § 4,
- » 2^o, pour les administrateurs, commissaires, liquidateurs ou autres

» exerçant des fonctions analogues près des sociétés par actions belges
» opérant dans la Colonie, ou constituées sous le régime du droit colonial,
» les 4/5 de son produit sont attribués au Trésor du Congo Belge. »

Ces dispositions ont été réexaminées par les deux départements intéressés qui se sont mis d'accord au sujet d'un nouveau texte que, conformément aux ordres du Roi, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations. Ce texte tient compte des remarques présentées et des intérêts réciproques du Trésor de la Colonie et de celui de la mère Patrie.

Actuellement, les sociétés belges opérant dans la Colonie paient à la fois des impôts au Congo et en Belgique; cette situation entraîne des complications et des doubles emplois qu'il convient d'éviter; dorénavant, la taxe mobilière et la taxe professionnelle seront perçues, *sans distinction quant à l'origine belge ou coloniale des revenus imposables*, en ce qui concerne les sociétés, quelle que soit la forme adoptée, ainsi que les firmes ou particuliers, qui opèrent dans la Colonie mais possèdent en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif.

Sous le régime actuel on perçoit en Belgique :

1° une taxe mobilière : a) de 4 p. c. (sans additionnels) sur la partie des revenus des actions correspondant aux bénéfices réalisés et imposés dans la Colonie; b) de 15 p. c. sur le surplus des dividendes;

2° une taxe professionnelle de 2 p. c. (sans additionnels) sur les bénéfices non distribués;

3° une taxe mobilière de 12 ou de 15 p. c. sur les revenus des obligations, selon que l'impôt est ou non retenu à charge de l'obligataire.

Il est dû, en outre, au Congo 6 p. c. sur les dividendes versés aux actions, mais aucun impôt n'est perçu dans la Colonie ni sur les bénéfices non distribués ni sur les intérêts des obligations.

En vue d'unifier ce régime tout en faisant participer les sociétés coloniales à l'accroissement des charges résultant des nouvelles lois fiscales, le Gouvernement propose le système suivant qui est aussi de nature à encourager le placement des capitaux dans la Colonie.

La taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis ou sur les revenus des actions, de même que sur les intérêts des obligations, des créances ou des dépôts, sera fixée à 12 p. c. (au lieu de 4 plus 6 ou 10 p. c.) sous réserve de ce qui est stipulé ci-après en ce qui concerne les bénéfices qui proviennent d'établissements industriels situés en Belgique; quant à la taxe professionnelle, elle restera fixée aux taux prévus à l'article 35, §§ 1 à 3 des lois coordonnées concernant les impôts sur les revenus : elle variera donc de 2 à 10 p. c. par tranches de revenus de 3,000 francs, ou de 5 à 10 p. c. par tranches de revenus égales au vingtième du capital investi. D'autre part, les taxes mobilière et professionnelle seront exemptes d'additionnels provinciaux et communaux. Les dits impôts, dont les quatre cinquièmes seront attribués au Trésor de la Colonie, seront établis et perçus par les soins de l'Administration des Contributions de la métropole en collaboration avec les services compétents de la Colonie.

Tel sera en général le régime nouveau.

Il va de soi que si une société ou firme belge opérant au Congo, réalise des bénéfices dans un pays étranger, il sera fait application des règles de

taxation ordinaire = taxe mobilière de 4 p. c., sans additionnels, et taxe professionnelle de 2 p. c. (1); les impôts afférents aux dits bénéfices reviendront intégralement au Trésor belge.

Le § 2 de l'article 1^{er} stipule que la procédure ordinaire sera également suivie, le cas échéant, à l'égard des bénéfices provenant d'établissements *industriels* situés en Belgique; mais les taux applicables en matière de taxe mobilière seront, dans l'espèce, soit de 10 p. c., plus les additionnels communaux, en ce qui concerne les revenus des capitaux investis en Belgique, soit de 10 p. c. plus 50 centimes additionnels au profit exclusif de l'État, s'il s'agit de dividendes; d'autre part, dans le cas spécial envisagé, la taxe professionnelle variera de 2 à 10 p. c. ou de 3 à 10 p. c., selon les tranches de revenus servant de base au calcul, avec application éventuelle des additionnels communaux. Les bénéfices réalisés dans les établissements *industriels* situés en Belgique, seront déterminés selon des règles à fixer par arrêté royal et un cinquième de la part revenant à l'État dans les impôts y afférents sera attribué au Trésor de la Colonie.

Les considérations qui précèdent sont, aux termes du § 3 de l'article 1^{er}, applicables en tous points aux sociétés constituées sous le régime du droit colonial, c'est-à-dire, aux sociétés, firmes ou particuliers qui puisent leurs pouvoirs ou leur existence dans un décret émanant de la Colonie et opèrent au Congo tout en possédant leur principal établissement en Belgique.

Le § 4 de l'article 1^{er} du projet n'a d'autre but que de compléter par l'adjonction des mots « ou de la Colonie » les articles 14, dernier alinéa, 19, premier alinéa et 24 des lois coordonnées concernant les impôts sur les revenus, de manière que puissent être atteints par la taxe mobilière les revenus des immeubles que possèderaient dans la Colonie des redevables résidant ou domiciliés en Belgique.

Le régime fiscal des administrateurs, commissaires et liquidateurs des sociétés coloniales ne subit aucune modification; la taxe professionnelle sera perçue à leur charge exclusivement en Belgique, mais, dit le paragraphe 5, il sera attribué annuellement au Trésor de la Colonie une somme égale à 2 p. c. du montant des rémunérations allouées de ce chef à l'ensemble desdits redevables; cette méthode de répartition est la plus pratique et se concilie avec l'équité: la taxe professionnelle à charge des administrateurs, etc. de sociétés varie, en effet, de 2 à 10 p. c. sur les 9/10 des rémunérations, un dixième étant considéré comme charge professionnelle forfaitaire; la moitié va aux provinces et aux communes; il reste donc pour l'État 1 à 5 p. c. sur les 9/10 des rémunérations, soit 0.9 à 4.50 p. c., ce qui donne une moyenne de $\frac{540}{2} = 2.70$ p. c., sans tenir compte des réductions d'impôts accordées à raison du minimum d'existence et des charges de famille. Le projet de loi propose de verser au Trésor de la Colonie 2 p. c., soit approximativement les 4/5 de l'impôt total effectivement dû.

Restent à régler les mesures d'exécution (art. 2).

(1) D'après un projet de loi déjà voté par la Chambre, la taxe professionnelle sur les bénéfices réalisés et imposés à l'étranger sera fixée au quart des taux pleins applicables (art. 7, doc. n° 226, séance du 25 juillet 1923).

Le nouveau régime sera appliqué aux résultats des bilans clôturés à partir de l'année 1923; toutefois, en ce qui concerne les revenus d'actions et d'obligations, les nouveaux taux ne joueront que pour les revenus attribués ou mis en paiement à partir du lendemain de la publication de la loi; la taxe mobilière sur ces revenus étant perçue par voie de retenue, il n'est, en effet, pas possible qu'aux porteurs anonymes de ces titres il soit réclamé un supplément d'impôt ou accordé un dégrèvement.

Quant aux revenus des actions échus depuis le 30 mars 1923 jusqu'à la mise en vigueur des dispositions nouvelles, il est à remarquer que la loi du 28 mars 1923, après avoir augmenté le taux de la taxe mobilière (10 p. c.) de 50 centimes additionnels au profit de l'État a réduit ce taux « à 4 p. c. (sans » additionnels) pour la partie des revenus visés à l'article 15 (revenus » d'actions) qui correspond proportionnellement aux bénéfices réalisés et » imposés à l'étranger ».

Le texte ancien se terminait par les mots « réalisés et imposés à l'étranger ou dans la Colonie ». De ce que les mots « ou dans la Colonie » ont été supprimés, d'aucuns ont conclu que depuis la mise en vigueur de la loi précitée du 28 mars 1923, les revenus d'actions des sociétés coloniales belges ne sont plus passibles de la taxe mobilière. L'erreur est flagrante.

Le taux de la taxe mobilière est, depuis la dite loi, de 15 p. c. sur les revenus des actions et des obligations des sociétés par actions, civiles ou commerciales, ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif. Ce taux n'étant réduit à 4 p. c. que pour les revenus desdites actions correspondant aux bénéfices réalisés et imposés à l'étranger (et non plus dans la Colonie), il en résulte que la taxe mobilière à percevoir sur les dividendes des sociétés coloniales belges, attribués depuis le 30 mars 1923, devrait être de 15 p. c.

Cependant, l'Administration, consultée à ce sujet, a décidé de ne réclamer que la taxe de 4 p. c. parce qu'au moment, où par suite de la disjonction, une période transitoire était créée en ce qui concerne les sociétés coloniales, la Chambre avait exprimé l'avis que ce sursis ne pouvait entraîner aucun désavantage pour les intéressés. Le texte élaboré confirme légalement cette interprétation bienveillante.

Le vote du projet de loi implique évidemment la modification, en ce qui concerne les impôts sur les revenus, de l'article 2 de la loi du 21 août 1921, contenant le budget général des recettes et dépenses du Congo Belge pour l'exercice 1921, article qui dispose qu'en matière fiscale comme en matière civile, les sociétés constituées sous le régime du droit colonial, sont soumises exclusivement à la loi coloniale.

Le Gouvernement saurait gré au Parlement de statuer au plus tôt sur ces propositions.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Le Ministre des Colonies,

LOUIS FRANCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1923.

Ontwerp van wet

tot wijziging, wat de koloniale vennootschappen betreft, van de wetgeving
nopens de belastingen op de inkomsten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In den loop van hare vergadering van 26 Juli laatstleden besloot de Kamer der Volksvertegenwoordigers, bij de tweede stemming over een ontwerp van wet houdende wijziging van de wetgeving in zake belastingen op de inkomsten, tot de afscheiding, voor nader onderzoek, van artikel 24 dat het fiscaal regime der koloniale vennootschappen regelde en luidde als volgt :

ART. 24 (*oud 18bis*).

De volgende bepaling wordt in de geordende wetten opgenomen :

« § 1. — Op de vennootschappen bij aandeelen of andere, die in België
» haar maatschappelijke zetel of hoofdinstelling hebben en in de Kolonie
» werken, wordt de belasting op roerende zaken en de bedrijfsbelasting
» geheven zonder onderscheid van den Belgischen of kolonialen oorsprong
» der belastbare inkomsten.

» De belasting op roerende zaken wordt in dit geval verminderd tot
» 7 t. h. plus 50 opeentiemen en de bedrijfsbelasting wordt bepaald zooals
» voorzien wordt bij artikel 35, §§ 1 tot 3.

» Deze belastingen zijn vrijgesteld van opeentiemen voor provinciën en
» gemeenten. De vier vijfden der opbrengst zijn voor de Schatkist der
» Kolonie.

» § 2. — De winsten door gezegde vennootschappen gemaakt in het
» buitenland of in bedrijven in België gelegen blijven aan de regels der
» gewone belasting onderworpen.

» § 3. — Bovenstaande bepalingen zijn eveneens van toepassing op de
» vennootschappen opgericht onder het beheer van het koloniaal recht.
» Nochtans worden de winsten, door die vennootschappen behaald in
» nijverheidsinstellingen welke in België gelegen zijn, aangeslagen over-
» eenkomstig de bepalingen van § 1 van dit artikel.

» § 4. — De woorden « of in de Kolonie » worden toegevoegd aan het

» laatste lid van artikel 14, aan het eerste lid van artikel 19 en aan artikel 24.

» Wat betreft de bedrijfsbelasting voorzien bij artikel 35, § 4, 2^o, voor de beheerders, commissarissen, vereffenaars of anderen welke dergelijke functiën uitoefenen bij de Belgische vennootschappen op aandelen welke in de Kolonie optreden, of onder het regime van het koloniaal recht opgericht zijn, de $\frac{4}{5}$ harer opbrengst worden aan de Schatkist van Belgisch Congo toegekend ».

Die bepalingen werden opnieuw onderzocht door de twee betrokken departementen die overeenkwamen nopens een nienwen tekst welke wij, ingevolge 's Konings bevelen, de eer hebben aan uwe beraadslaging te onderwerpen. Die tekst houdt rekening met de voorgedragen opmerkingen en met de wederkerige belangen van de Schatkist der Kolonie en van die van het Moederland.

De in de Kolonie werkzame Belgische vennootschappen betalen thans te gelijk belastingen in Congo en in België; die toestand leidt tot verwickelingen en tot dubbele aanslagen welke dienen voorkomen te worden; voortaan zullen de belasting op roerende zaken en de bedrijfsbelasting geheven worden *zonder onderscheid nopens den Belgischen of kolonialen oorsprong van de belastbare inkomsten*, wat betreft de vennootschappen, onder welke vorm ook, alsmede de firma's of particulieren, die in de Kolonie optreden doch in België hunnen maatschappelijken zetel of hunne bestuurlijke hoofd-inrichting hebben.

Onder het huidig stelsel worden in België geheven :

1^o eene belasting op roerende zaken : a) tegen 4 t. h. (zonder opcentiemen) op het gedeelte van de opbrengst der acties dat overeenstemt met de in de Kolonie behaalde en belaste winsten;

b) tegen 15 t. h. op het overige der dividenden ;

2^o eene bedrijfsbelasting tegen 2 t. h. (zonder opcentiemen) op de niet uitgekeerde winsten ;

3^o eene belasting op roerende zaken tegen 12 t. h. of tegen 15 t. h. op de opbrengst der obligaties, naar gelang de belasting al dan niet ten laste van den schuldvorderaar afgehouden wordt.

In Congo is daarenboven 6 t. h. verschuldigd op de aan de acties uitgekeerde dividenden, maar geen enkele belasting wordt in de Kolonie geheven noch op de niet uitgekeerde winsten noch op de interesten der obligaties.

Om eenheid te brengen in dat regime en aan de koloniale vennootschappen tevens een deel op te leggen in de lastenverhooging voortvloeiende uit de nieuwe fiscale wetten, stelt de Regeering het volgende stelsel voor dat ook van aard is om het beleggen van kapitalen in de Kolonie aan te moedigen.

De belasting op roerende zaken op de inkomsten van de aangewende kapitalen of op de opbrengst der acties, alsmede op de interesten der obligaties, der schuldvorderingen of der bewaargevingen, zal op 12 t. h. (in plaats van 4 + 6 of 10 t. h.) worden vastgesteld, onder voorbehoud van hetgeen hieronder bepaald wordt nopens de winsten die voortkomen van in België gelegen nijverheidsinrichtingen; wat de bedrijfsbelasting betreft, zij

zal op de onder artikel 35, §§ 1 tot 3 der geordende wetten op de belastingen op de inkomsten voorziene bedragen vastgesteld blijven : zij zal dus schommelen van 2 tot 10 t. h. per schijven van inkomsten van 3,000 frank, of van 5 tot 10 t. h. per schijven van inkomsten gelijk aan het twintigste van het aangewend kapitaal. Anderzijds zullen de belasting op roerende zaken en de bedrijfsbelasting vrij blijven van provinciale en gemeentelijke opcentiemen. Gemelde belastingen, waarvan de vier vijfden aan de Schatkist der Kolonie zullen toegekend worden, zullen door het Beheer der Belastingen van het moederland, in samenwerking met de bevoegde diensten der Kolonie, gevestigd en geïnd worden.

Dit zijn de hoofdkenmerken van het nieuw stelsel.

Het hoeft geen betoog dat indien eene in Congo optredende Belgische vennootschap of firma, in een vreemd land winsten behaalt, de gewone regels van aanslag zullen toegepast worden = belasting op roerende zaken tegen 4 t. h., zonder opcentiemen, en bedrijfsbelasting tegen 2 t. h. (1); de belastingen in verband met gezegde winsten zullen onverminderd aan de Belgische Schatkist toekomen.

§ 2 van artikel 1 bepaalt dat de gewone procedure desgevallende insgelijks zal gevolgd worden ten opzichte van de winsten voortkomende van in België gelegen *nijverheids*inrichtingen; maar de inzake belasting op roerende zaken toepasselijke bedragen zullen ter zake zijn, hetzij 10 t. h. plus de gemeenteopcentiemen, wat de inkomsten betreft van de in België aangewende kapitalen, hetzij 10 t. h. plus 50 opcentiemen uitsluitend ten bate van den Staat, indien het dividenden geldt. Anderzijds zal, in het inzonderheid beoogde geval, de bedrijfsbelasting schommelen van 2 tot 10 t. h. of van 5 tot 10 t. h., naar gelang van de tot grondslag der berekening te nemen inkomsten-schijven, met gebeurlijke toepassing der gemeenteopcentiemen. De winsten behaald in de in België gelegen *nijverheids*inrichtingen zullen volgens door Koninklijk besluit vast te stellen regelen bepaald worden en een vijfde van het deel dat aan den Staat toekomt in de daarmede verband houdende belastingen zal aan de Schatkist der Kolonie toegekend worden.

Bovenstaande beschouwingen zijn, naar luid van § 3 van artikel 1, in alle opzichten toepasselijk op de onder het regime van het koloniaal recht opgerichte vennootschappen, 't is te zeggen op de vennootschappen, firma's of particulieren die hunne bevoegdheden of hun bestaan aan een van de Kolonie uitgaande decreet ontleenen en in Congo optreden alhoewel zij hunne hoofdinrichting in België hebben.

§ 4 van artikel 1 van het ontwerp heeft enkel ten doel artikelen 14, laatste lid, 19, eerste lid en 24 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, aan te vullen door toevoeging der woorden « *of van de Kolonie* », opdat de opbrengsten van in de Kolonie gelegen en aan in België verblijvende of woonachtige schatplichtigen toebehoorende onroerende

(1) Volgens een door de Kamer reeds goedgekeurd wetsontwerp, zal de bedrijfsbelasting op de in het buitenland behaalde en belaste winsten vastgesteld worden op het vierde der toepasselijke volle bedragen (art. 7, bescheid N^o 226. vergadering van 25 Juli 1923).

goederen ook door de belasting op roerende zaken zouden kunnen getroffen worden.

Het fiscaal regime der beheerders, commissarissen en vereffenaars van koloniale vennootschappen ondergaat geen enkele wijziging; de bedrijfsbelasting zal uitsluitend in België te hunnen laste geheven worden maar, volgens § 5, zal aan de Schatkist der Kolonie jaarlijks eene som toegekend worden gelijk aan 2 t. h. van het bedrag uit dien hoofde aan al die schatplichtigen samen uitgekeerd; die omdeelingsmethode is de meest praktische en strookt met de billijkheid; de bedrijfsbelasting ten laste van de beheerders, eoz. van vennootschappen schommelt inderdaad van 2 tot 10 t. h. op de 9/10 der bezoldigingen, daar één tiende als vast bedrag der bedrijfslasten geldt; de helft gaat naar de provinciën en de gemeenten; voor den Staat blijft er dus 1 tot 5 t. h. op de 9/10 der bezoldigingen, hetzij 0.9 tot 4.50 t. h. hetgeen eene gemiddelde verhouding aanwijst van $\frac{5.40}{2} = 2.70$ t. h., zonder

rekening te houden met de verminderingen van belasting toegestaan op grond van het minimum voor levensonderhoud en van de gezinslasten. Het wetsontwerp stelt voor in de Schatkist der Kolonie 2 t. h. te storten, hetzij bij benadering de 4/5 van de werkelijk verschuldigde totale belasting.

De uitvoeringsmaatregelen blijven nog te regelen (art. 2).

Het nieuw regime zal toegepast worden op de uitslagen van de balansen afgesloten van het jaar 1923 af; nochtans, wat de inkomsten van acties en obligaties betreft, zullen de nieuwe bedragen slechts gelden voor de inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld van 's daags na de bekendmaking der wet af; daar de belasting op roerende zaken bij wijze van afhouding op die inkomsten geheven wordt, is het, inderdaad, niet mogelijk eene aanvullende taxe te vorderen van de naamlooze houders van die titels of hun eene ontlasting te verleenen.

Wat de sedert den 30 Maart 1923 tot bij het in werking treden van de nieuwe bepalingen vervallen inkomsten van acties betreft dient opgemerkt dat de wet van 28 Maart 1923, na het bedrag der belasting op roerende zaken (10 t. h.) met 50 opercentiemen ten bate van den Staat verhoogd te hebben, dat bedrag « tot 4 t. h. (zonder opercentiemen) verminderd heeft » voor het gedeelte der bij artikel 15 bedoelde inkomsten (inkomsten van » acties) dat evenredig overeenstemt met de in het *buitenland* behaalde en » belaste winsten ».

De oude tekst eindigde met de woorden « *behaald en belast in het buitenland of in de Kolonie* ». Uit het wegvallen van de woorden « of in de Kolonie » hebben sommigen besloten dat sedert het van kracht worden van voornoemde wet van 28 Maart 1923, de inkomsten van acties van Belgische koloniale vennootschappen aan de belasting op roerende zaken *niet meer* onderworpen zijn. De vergissing is klaarlijkend.

Het bedrag van de belasting op roerende zaken beloopt, sedert gezegde wet, 15 t. h. op de inkomsten van de acties en obligaties der burgerlijke of handelsvennootschappen op aandeelen die in België hunnen maatschappelijke zetel of hunne bestuurlijke hoofdinrichting hebben. Uit het feit dat

bedoeld bedrag slechts voor de inkomsten van voormelde acties welke overeenstemmen met de in het *buitenland* (en niet meer in de Kolonie) behaalde en belaste winsten tot 4 t. h. verminderd werd, vloeit voort dat de belasting op roerende zaken, te heffen op de sedert 30 Maart 1923 toegekende dividenden van Belgische koloniale vennootschappen, 15 t. h. zou moeten bereiken.

Nochtans heeft het Beheer, daarover geraadpleegd, besloten enkel de taxe van 4 t. h. te eischen vermits, op het oogenblik dat, tengevolge van de afscheiding, een overgangstijdperk ingesteld werd wat de koloniale vennootschappen betreft, de Kamer het advies uitdrukte dat dit uitstel geen enkel nadeel aan de belanghebbenden mocht berokkenen. De opgestelde tekst doet deze welwillende opvatting door de wet bevestigen.

De goedkeuring van het wetsontwerp brengt natuurlijk, wat betreft de belastingen op de inkomsten, de wijziging mede van artikel 2 der wet van 21 Augustus 1921, houdende de algemeene begrooting der ontvangsten en der uitgaven van Belgisch Congo over het dienstjaar 1921, welk artikel bepaalt dat de onder het regime van het koloniaal recht opgerichte vennootschappen, zoowel in fiscale als in burgerlijke zaken uitsluitend aan de koloniale wet onderworpen zijn.

De Regeering zou het Parlement dank weten voor eene spoedige beslissing over die voorstellen.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.



PROJET DE LOI

modifiant, en ce qui concerne les sociétés coloniales, la législation relative aux impôts sur les revenus.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et par Notre Ministre des Colonies.

Les lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 5 août 1920, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global, sont modifiées et complétées par les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er}. — En ce qui concerne les sociétés par actions ou autres *redéposables*, ayant leur siège social ou leur principal établissement en Bel-

WETSONTWERP

tot wijziging, wat de koloniale vennootschappen betreft, van de wetgeving in zake belastingen op de inkomsten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën en van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt zal in Onzen Naam door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en door Onzen Minister van Koloniën ter Wetgevende Kamers neergelegd worden.

De geordende wetten van 29 October 1919 en van 5 Augustus 1920, tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen, worden gewijzigd en aangevuld door de volgende bepalingen :

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. — Wat de vennootschappen op aandeelen of andere *schatplichtigen* betreft die hunnen maatschappelijke zetel of hunne hoofdrieh-

gique et opérant dans la Colonie, la taxe mobilière et la taxe professionnelle sont perçues sans distinction quant à l'origine belge ou coloniale des revenus imposables.

La ~~taxe~~ taxe mobilière est réduite dans l'espèce à 12 p. c. (sans additionnels) et la taxe professionnelle reste fixée aux taux prévus par l'article 35, §§ 1 à 3.

Ces impôts sont exempts d'additionnels provinciaux et communaux. Les quatre cinquièmes de leur produit sont attribués au Trésor de la Colonie.

§ 2. — Les bénéfices que les dites sociétés réalisent à l'étranger restent soumis aux règles de taxation ordinaires. Il en est de même de ceux qui proviennent d'établissements industriels situés en Belgique; toutefois ces bénéfices sont déterminés selon des règles à fixer par arrêté royal et un cinquième de la part revenant à l'État dans les impôts y afférents est attribué au Trésor de la Colonie.

§ 3. — Les §§ 1 et 2 du présent article sont applicables également aux sociétés et autres redevables constituées ou agissant sous le régime du droit colonial.

§ 4. — Les mots « ou dans la Colonie » sont ajoutés au dernier alinéa de l'article 14, au premier alinéa de l'article 19 et à l'art. 24.

§ 5. — A titre de part dans la taxe professionnelle des administra-

ting in België hebben en in de Kolonie optreden, worden de belasting op roerende zaken en de bedrijfsbelasting geheven zonder onderscheid nopens den Belgischen of kolonialen oorsprong der belastbare inkomsten.

De belasting op roerende zaken wordt ter zake tot 12 t. h. (zonder opcentiemen) verminderd en de bedrijfsbelasting blijft op de onder artikels 35, §§ 1 tot 3, voorziene bedragen vastgesteld.

Die belastingen zijn vrijgesteld van provinciale en gemeentelijke opcentiemen. De vier vijfden van hunne opbrengst worden aan de Schatkist der Kolonie toegekend.

§ 2. — De door gemelde vennootschappen in den vreemde behaalde winsten blijven aan de gewone regelen van aanslag onderworpen. Hetzelfde geldt voor die voortkomende van in België gelegen nijverheidsinrichtingen; die winsten worden echter volgens bij Koninklijk besluit te bepalen regelen vastgesteld en één vijfde van het deel dat aan den Staat toekomt in de daarmede verband houdende belastingen wordt aan de Schatkist der Kolonie toegekend.

§ 3. — §§ 1 en 2 van dit artikel zijn insgelijks van toepassing op de vennootschappen en andere schatplichtigen opgericht of optredend onder het regime van het koloniaal recht.

§ 4. — De woorden « of in de Kolonie » worden gevoegd bij het laatste lid van artikel 14, bij het eerste lid van artikel 19 en bij artikel 24.

§ 5. — Ten titel van aandeel in de bedrijfsbelasting van de beheerders

teurs, commissaires, liquidateurs ou autres exerçant des fonctions analogues près des sociétés belges opérant dans la Colonie ou constituées sous le régime du droit colonial, il est attribué annuellement au Trésor du Congo belge une somme égale à 2 p. c. du montant des rémunérations allouées de ce chef à l'ensemble de ces redevables.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux cotisations des exercices 1923 et suivants ainsi qu'aux taxes perçues par retenue et relatives aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du lendemain de la présente loi.

La taxe mobilière est réduite à 4 p. c. pour les revenus d'actions qui correspondent aux bénéfices obtenus dans la Colonie et qui ont été attribués ou mis en paiement depuis le 30 mars 1923 jusqu'au jour de la publication de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1923.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

ALBERT.

G. THRONIS.

Le Ministre des Colonies,

LOUIS FRANCK.

commissarissen, vereffenaars of van hen die dergelijke functiën uitoefenen bij de Belgische vennootschappen welke in de Kolonie optreden of onder het regime van het koloniaal recht opgericht zijn, wordt jaarlijks aan de Schatkist van Belgisch Congo eene som toegekend gelijk aan 2 t. h. van het bedrag der uit dien hoofde aan al die belastingplichtigen samen verleende bezoldigingen.

ART. 2.

Voorgaande bepalingen zijn toepasselijk op de aanslagen van de dienstjaren 1923 en volgende, alsook op de bij afhouding geheven belastingen betreffende de inkomsten welke van 's daags na de de bekendmaking dezer wet af toegekend of betaalbaar gesteld worden.

De belasting op roerende zaken wordt verminderd tot 4 t. h. voor de inkomsten van acties welke overeenstemmen met de winsten behaald in de Kolonie en die toegekend of betaalbaar gesteld werden sedert 30 Maart 1923 tot op den dag van bekendmaking dezer wet.

Gegeven te Brussel, den 11^e December 1923.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

De Minister van Koloniën,

